



Communiqué de presse

Rapport d'Eric Woerth : la Région Île-de-France exprime son immense déception

Eric Woerth a remis hier au Président de la République son rapport "*Décentralisation : le temps de la confiance*". Son travail qui avait nourri beaucoup d'espoir et généré de nombreuses attentes auprès des collectivités locales suscite aujourd'hui une immense déception pour la Région Île-de-France, première Région du pays et première Région de France à avoir saisi officiellement l'Etat en septembre 2023 d'un choc de décentralisation comprenant 45 propositions de modifications législatives ou réglementaires, comme la régionalisation des règles d'indemnisation de l'assurance chômage, des CROUS ou des lycées professionnels.

Loin d'ouvrir la voie à un nouvel acte de décentralisation, le rapport d'Eric Woerth se révèle être un exercice technocratique visant simplement à clarifier la répartition de compétences des différents niveaux de collectivités locales et à rationaliser certains enchevêtrements de compétences, ce qui le conduit à préconiser un rétrécissement du périmètre d'action des Régions, en leur imposant notamment de se désengager de toutes leurs compétences dites de proximité, comme la lutte contre la désertification médicale.

En ne proposant d'attribuer aucune compétence nouvelle aux Régions en dehors de quelques propositions anecdotiques sur le développement économique, le rapport d'Eric Woerth constitue une occasion manquée, celle de mettre en œuvre un vrai choc de décentralisation sur le modèle de ce qui existe en Allemagne ou en Espagne, l'État laissant les Régions gérer davantage de services publics et leur confiant plus de responsabilités, ce qui lui permettrait en retour de se concentrer sur ses missions régaliennes.

La Région Île-de-France regrette surtout qu'Eric Woerth ait écarté toute logique de différenciation territoriale et d'attribution de compétences différenciées en fonction des spécificités des différentes Régions. Pire, en Île-de-France, sa seule proposition de différenciation territoriale consiste à recentraliser la gestion du Boulevard périphérique, alors qu'il aurait été tellement plus girondin et moderne de préconiser son transfert à l'autorité organisatrice des mobilités qu'est Île-de-France Mobilités.

Surtout, la Région Île-de-France dénonce très vivement la proposition d'Eric Woerth consistant à supprimer les élections régionales : en remplaçant l'élection régionale par 196 élections locales de conseillers territoriaux, cette proposition revient à tuer la Région en tant que collectivité territoriale à part entière, la transformant en une simple agrégation de cantons sans aucun pilotage politique et ôtant toute possibilité aux citoyens de s'exprimer sur un projet et une vision politique d'ensemble et partagée à l'échelle de la Région toute entière.